

RAPPORT ANNUEL 2023 DE LEAP GIRL AFRICA



TABLE DES MATIÈRES

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	4
1:0 VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES.....	6
1.1 Unite for a Better Life Cameroon- Feminist en Action. (UBL)	7
1.2 Unite for Better Life Cameroon - Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.....	9
1.2 Discussions mensuelles sur la violence liée au sexe	10
1.3 16 jours d'activisme pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles.....	11
2.0: DROITS ET LEADERSHIP DES FILLES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION	12
2.1 Mener à l'action.....	13
2.2 Enseignement des STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques).....	15
2.3 Encadrement des filles.....	16
3:0: DROITS EN MATIÈRE DE SANTÉ SEXUELLE ET GÉNÉSIQUE	18
3.1 Fonds HER Voice.....	18

MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



Quelle année cela a été grâce au soutien que nous avons reçu de personnes bienveillantes comme vous. Merci pour cette année 2023 qui a été un long processus de découverte et d'apprentissage du développement organisationnel de Leap Girl Africa.

Travailler avec et pour les adolescentes et les jeunes femmes a été gratifiant et nous a permis de nous rendre compte que le travail que nous faisons est important, car le besoin d'abattre le système patriarcal se fait de plus en plus sentir, nous avons pu augmenter notre capacité en accueillant plus de personnes au sein de l'équipe et nous avons connu une hausse du nombre de membres de notre communauté qui suivent nos activités.

Ketcha Pertulla Ezigha

Nous vous adressons tout particulièrement un merci car c'est grâce à vous que le combat pour une #communautésansVBG est possible.

Conformément à notre plan stratégique 2022-2024 et aux domaines d'intervention qui sous-tendent notre travail quotidien, les activités menées cette année ont été remarquables et très impactantes, et nous sommes exceptionnellement fiers que nos efforts pour lutter contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles soient pris en compte et continuent de croître. Aujourd'hui, plus de 60 jeunes filles et femmes âgées de 15 à 29 ans sont

en mesure de défendre leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive, plus de 260 femmes âgées de 25 à 55 ans s'expriment contre la violence liée au sexe, s'intéressent aux espaces politiques et civiques, et les filles des communautés rurales, en particulier, font preuve de leadership.

Malheureusement, le fait marquant de l'année a été le féminicide de femmes par leur mari. Il s'agit sans aucun doute d'une histoire extrêmement choquante, qui n'a pas manqué d'attirer notre attention et notre profonde consternation. Selon les chiffres officiels du ministère de l'émancipation des femmes et de la famille, de janvier 2023 à décembre 2023, plus de 62 cas de féminicides ont été recensés. Et c'est sans compter les cas non déclarés.

Malgré ces faits tragiques, nos efforts d'action et de plaidoyer ne cessent de croître afin de lutter contre les violences basées sur le genre au Cameroun.

Ces efforts n'étant pas sans difficultés, nous continuons avec l'aide de nos partenaires techniques, financiers et institutionnels, à qui nous tenons à exprimer notre profonde gratitude. Nous sommes également reconnaissants aux différentes parties prenantes et organisations homologues avec lesquelles nous travaillons, et enfin aux communautés locales des 10 régions du Cameroun et à notre grande communauté numérique..

Grâce aux efforts de chacun d'entre nous, nous continuerons à œuvrer pour une communauté #GBVfreecommunity (#CommunautéSansVBG) où les filles sont éduquées, leurs droits sont respectés, leurs voix sont entendues et elles bénéficient de l'égalité des chances et des ressources pour atteindre leur plein potentiel.

Restez avec nous pour continuer ce voyage.

Merci.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Leap Girl Africa est une jeune organisation féministe qui travaille sans relâche depuis six ans pour protéger, promouvoir et faire progresser les droits des adolescentes et des jeunes femmes, avec la vision cruciale de construire une communauté sans violence de genre où les filles, indépendamment de leur groupe ethnique, de leur religion, de leur vocation, de leur profession, de leurs capacités physiques et mentales, sont responsabilisées, éduquées, en sécurité, fortes, valorisées et bénéficient de l'égalité des chances et des ressources pour réaliser leur plein potentiel.

Depuis sa création, Leap Girl Africa a vigoureusement défendu les droits des femmes et des filles à travers l'éducation, la prévention et la réponse à la violence sexuelle et sexiste (SGBV), l'autonomisation économique, l'amélioration de l'accès des filles aux services et aux droits en matière de santé sexuelle et reproductive, la propulsion vers le leadership à travers la participation politique et l'engagement civique, le mentorat et les programmes STIM, pour n'en nommer que quelques-uns. Grâce aux moyens énumérés ci-dessus, Leap Girl Africa a touché la vie de jeunes filles et de femmes dans toute l'Afrique et dans la diaspora.

L'année 2023 restera dans les annales car c'est cette année-là que l'organisation est devenue une grande organisation. Rien que cette année, l'organisation a augmenté son personnel à neuf employés permanents, et nous avons ouvert nos portes à cinq stagiaires et bénévoles, ce qui fait un total de 14 employés pour toute l'année. La capacité de notre personnel a augmenté et nous avons déménagé dans un espace de travail plus vaste. Notre capacité à mobiliser des compétences et des partenariats nous a permis de briller, en particulier cette année. Grâce à l'un de nos projets, Unite for a Better Life, nous avons atteint physiquement les dix régions du Cameroun, ce qui a eu un impact sur la vie de plus de 4 500 femmes et hommes. Nos activités ont fait l'objet d'un reportage à la télévision nationale et sur d'autres chaînes de télévision. En ce qui concerne les partenariats, les organisations ont

renforcé leurs partenariats cette année avec des partenaires tels que l'ambassade des États-Unis au Cameroun et le MINPROFF, dont les portes nous ont toujours été ouvertes et qui étaient toujours prêts à nous offrir de l'aide.

Malgré toutes les bonnes choses qui se sont produites en 2023, l'organisation a dû faire face à certains revers, comme l'adhésion aux politiques strictes de certains partenaires, ce qui nous a poussés à aller à l'encontre de nos valeurs fondamentales en tant qu'organisation. Cela nous a poussés à définir nos politiques organisationnelles et à établir des lignes directrices claires avec nos partenaires avant de conclure de futurs partenariats.

Avec une équipe dynamique et diversifiée, nous sommes prêts à accomplir de plus grands exploits en 2024. En tant qu'organisation, nous nous sommes fixé pour objectif de demander et d'obtenir davantage de subventions cette année. Ce rapport présente une vue d'ensemble de certaines des activités significatives de Leap Girl Africa pour 2023.

VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

Leap Girl Africa s'engage à aider et à soutenir les victimes et les survivants de violences sexistes et sexuelles, à prévenir et à répondre aux violences faites aux femmes et aux filles, et à garantir la sécurité des non-victimes et des autres filles vulnérables en les informant de leurs droits. Dans cette optique, Leap Girl Africa (LGA) a mis en œuvre une série de projets dans les dix régions du Cameroun.

1.1 Unite for a Better Life Cameroon- Feminist en Action. (UBL)

Parmi les nombreuses activités menées par l'AGL en 2023, Unite for Better Life Cameroon, financée par Feminist en Action, a permis à l'organisation de se démarquer le plus et de se projeter au niveau national. UBL a été mis en œuvre dans les dix régions du Cameroun. Vous avez bien lu ! Pendant dix mois, Leap Girl Africa a été présente dans les dix régions du Cameroun pour lutter contre la violence dans les relations entre partenaires intimes. S'unir pour une vie meilleure est un programme d'études adapté et transformateur de genre mis en œuvre d'abord en Éthiopie, maintenant adapté par Leap Girl Africa pour s'adapter à notre contexte

camerounais afin d'aider à lutter contre la violence des partenaires intimes dans nos communautés.

Notre objectif était d'apporter l'UBL au Cameroun en l'adaptant à ce contexte. La prise en compte du poids de la culture défavorise l'éducation des filles au



profit des mariages précoces et forcés. L'objectif principal de ces activités était de renforcer les capacités des femmes en termes de concepts tels que le sexe et le genre, les normes sociales et les normes de genre afin de faire la différence pour une meilleure compréhension des causes de la violence entre partenaires intimes. Il s'agit de voir les conséquences que cette violence peut avoir en termes de santé, de droits sexuels et reproductifs et de bien-être physique et psychologique des victimes. Tout cela afin de mettre en évidence et de proposer des solutions pour réduire cette violence.

Pour réduire et prévenir la violence entre partenaires intimes, les participants ont été orientés vers les délégations régionales du MINPROFF dans leurs régions respectives et vers les associations de leurs régions qui luttent contre la violence et s'occupent des femmes qui en sont victimes. La diffusion de l'UBL s'est faite par le biais d'un programme d'études en personne dans les dix régions du Cameroun, ciblant 20 femmes de chacune de ces régions, et d'un podcast de deux jours pour atteindre 200 personnes,

hommes et femmes, en particulier des couples dans une communauté vulnérable sélectionnée dans chacune des dix régions du Cameroun, par le biais de sessions d'écoute organisées dans des lieux communautaires centraux où les couples et les individus ont été invités à écouter les sessions de podcast dans un espace sûr



avec le soutien de facilitateurs. Nous avons distribué des questionnaires dans les dix régions aux participants à notre événement afin de recueillir des données sur les statistiques relatives à la VPI, que nous utiliserons plus tard pour publier une étude à la fin du projet. L'enquête a porté sur un total de 315 personnes, dont 95 % de femmes ; nous avons découvert qu'environ 58 % des femmes avaient subi au moins un type de violence au cours de leur vie. Le taux de chômage (34%) et le fait de vivre ensemble ont également été identifiés comme étant fortement associés à la

violence entre partenaires intimes. 20% dans l'Adamaoua, 29% dans le Centre, 25% dans l'Est, 24% dans l'Extrême-Nord, 26% dans le Littoral, 25% dans le Nord, 30% dans le Nord-Ouest, 21% dans le Sud, 25% dans le Sud-Ouest et 16% dans l'Ouest des femmes de différents groupes sociaux minoritaires sont victimes de violence psychologique de la part de leurs partenaires intimes. Les expériences partagées par les participantes et les réactions à notre intervention dans les régions ont été salutaires et réconfortantes. Lors de l'un de nos ateliers avec les vingt femmes sélectionnées dans les régions, l'une de nos participantes a déclaré : « Les femmes de ma communauté ont davantage besoin de ce soutien et de ces connaissances : « Les femmes de ma communauté ont davantage besoin de ce soutien et de ces connaissances. Elles ignorent ce qu'est la VPI et les dangers qui l'accompagnent. Leap Girl Africa, s'il vous plaît, étendez ce programme aux communautés ». Notre impact avec UBL a été significatif, touchant la vie d'environ deux mille hommes et femmes dans leur intersectionnalité.

UBL EN IMAGES ET EN CHIFFRES

Données sous forme de graphiques et d'autres images à ajouter par le graphiste

1:2 Unite for Better Life - Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

« **Le projet Unite for a Better Life (UBL), soutenu par le Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes**, a été initialement élaboré et mis en œuvre en Éthiopie par les docteurs Vandana Sharma et Jessica Leight, deux chercheuses américaines. Après la mise en œuvre du projet en Éthiopie, ces deux chercheuses ont lancé un appel à des partenariats afin de permettre à d'autres organisations africaines de mettre en œuvre le même projet dans leur



communauté. C'est ainsi que l'AGL s'est engagée dans ce partenariat : adapter et mettre en œuvre le projet original pour l'adapter au contexte camerounais. L'objectif principal de ce projet est de sensibiliser, de réduire et de prévenir la violence entre partenaires intimes, principalement entre couples, dans cinq communautés de la région du centre du Cameroun. Notre équipe a sélectionné les communautés de Ngomedzap/Soa/Biyem-Assi/Emana/Febe où le projet sera mis en œuvre. Cette année, notre organisation s'est concentrée sur la phase d'adaptation du projet. Tout d'abord, notre équipe a commencé à adapter les scénarios des pièces de théâtre au contexte camerounais, en changeant les lois éthiopiennes par le code pénal camerounais et en changeant les noms et les cultures éthiopiens trouvés dans le contexte original du scénario. Après le scénario de l'adaptation, treize (13) des seize (16) épisodes ont été traduits en français, tandis que trois (3) autres ont été écartés en raison de leur inadéquation au contexte camerounais. Les deux premiers épisodes ont été enregistrés en anglais pour éviter de marginaliser le public anglophone ciblé. Les enregistrements en studio des pièces de théâtre ont été enregistrés, montés et emballés avec l'aide d'un consultant recommandé par notre partenaire de projet, Machrine Birunji, d'Ouganda. Les scénarios mettent en scène différents couples, hommes et femmes, confrontés à la violence au sein du foyer, la femme étant la victime habituelle. Les messages à emporter ont été conçus pour encourager les couples à pratiquer l'écoute active, le respect mutuel, le partenariat, le consentement et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive. La pièce incite également la communauté à respecter des normes élevées de tolérance zéro à l'égard de la violence à l'égard des femmes. Ces textes seront utilisés dans les communautés sélectionnées ci-dessus au cours de la mise en œuvre.

1.2 Discussions mensuelles sur la violence liée au sexe

OL'une des bonnes pratiques mises en place par l'AGL cette année a été d'organiser des discussions mensuelles sur la violence liée au sexe, ciblant à la fois les hommes et les femmes



afin de les sensibiliser et de les informer sur tous les aspects liés à la violence liée au sexe. Nous avons organisé notre première conférence sur la violence liée au sexe cette année pour éduquer les jeunes, hommes et femmes, âgés de 15 à 25 ans, sur l'abus sexuel et les signes d'abus sexuel, le consentement et la manière de donner son consentement. Le public cible de cette conférence sur la violence liée au sexe. Au cours de cet exposé sur la violence liée au sexe, nous avons expliqué aux participants tout le concept entourant le consentement sexuel et les avons aidés à comprendre les formes d'abus sexuels et la manière dont les victimes peuvent obtenir de l'aide. Les animateurs ont guidé les participants sur ce qui peut être fait pour prévenir les abus sexuels et ce qui peut être fait pour aider une victime d'abus sexuel. Ensuite, l'appel à l'action sur les abus sexuels a été lancé. En cas d'abus sexuel, les animateurs ont exhorté les participants à rapporter le cas d'abord à l'hôpital pour que la victime soit examinée médicalement avant de rapporter le cas aux délégations MINPROFF les plus proches pour qu'un soutien psychosocial soit donné aux victimes et que des actions légales appropriées soient prises pour punir les auteurs. La séance sur la violence liée au sexe a été passionnante et animée, et les participants se sont montrés intéressés par les discussions. La séance des photos de famille, des rafraîchissements et la distribution d'autocollants et de sacs ont eu lieu.

1.3 16 jours d'activisme pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles

Leap Girl Africa a rejoint la campagne annuelle de 16 jours avec le reste du monde pour plaider en faveur de la fin de la violence sexuelle et sexiste à l'encontre des

femmes et des filles. Cette année, sous le thème « Unite ! Invest to End Violence against Women and Girls » (Unissons-nous ! Investissons pour mettre fin à la violence



contre les femmes et les filles). Pour lancer cette campagne, Leap Girl Africa a participé à une marche sportive avec le MINPROFF sous le patronage distingué du Ministre du MINPROFF pour sensibiliser et plaider contre la violence sexiste et sexuelle. En tant qu'organisation, nous avons organisé un webinaire avec tous les participants et certains partenaires pour discuter du thème des 16 jours d'activisme. Nous avons invité une experte en genre, Rebeantoandro epse Manga Ada, qui a partagé ses connaissances et son expertise sur le thème de l'année 2023.

Le MINPROFF a invité Leap Girl Africa à participer au **lancement officiel de l'élaboration d'un projet de loi contre les VBG** dans le cadre des activités des 16 jours d'activisme de cette année. La sous-directrice du MINPROFF, Mme Bekono Françoise, a animé la première présentation sur les réalités de la situation des VBG au Cameroun. L'indice de développement humain (IDH) pour 2021 est de 0,576, ce qui place le pays dans la catégorie de développement humain moyen et 151ème sur



191 pays, le Cameroun a un indice d'inégalité de genre de 0,560, ce qui le place 141ème sur 162 pays dans l'indice 2019. Le Cameroun a développé une stratégie nationale de lutte contre les VBG accompagnée d'un plan d'action de mise en œuvre et

d'un plan d'action national pour l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF). Ces deux documents sont basés sur la Stratégie Nationale de

Développement 30 et prennent en compte les crises sécuritaires, sanitaires et climatiques. Un projet d'élaboration d'un avant-projet de loi contre les VBG est en cours de préparation et le code de la famille est présenté pour validation. Elle a poursuivi en présentant les statistiques sur les VBG au Cameroun, dont le nombre est stupéfiant : 52,6% des femmes de l'union ont été confrontées à la violence domestique/VPI ; 1 femme sur 3 a déjà subi des violences physiques ; 42% des femmes ont déjà été confrontées à des violences émotionnelles ; 38% des femmes ont déjà été confrontées à des violences sexuelles ou physiques. Pour atteindre les objectifs souhaités dans la lutte contre la violence liée au sexe, elle a proposé plusieurs recommandations aux parties prenantes, telles que:

Au gouvernement/aux partenaires techniques et au ministère des finances

- Augmenter le financement pour assurer une réponse appropriée et de qualité à la violence liée au sexe
- Augmenter le pourcentage d'allocation aux projets de lutte contre la VBG
- Plaider pour le financement de projets spécifiques de lutte contre les VBG
- Acteurs de la violence liée au sexe
- Renforcer la coordination et la collaboration afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles, en particulier dans les mécanismes d'orientation.
- Renforcer la collecte de données et l'assurance qualité pour garantir une analyse précise et fiable des données relatives à la violence liée au sexe.

La ministre de l'émancipation des femmes et de la famille a prononcé le dernier discours de l'événement. Elle a souligné la nécessité d'une nouvelle loi qui sanctionne spécifiquement la violence à l'égard des femmes et des filles, et cette loi sera présentée au Parlement. Elle a remercié tout le monde d'être venu et nous a encouragés à nous joindre à la lutte contre la violence à l'égard des femmes au Cameroun.



En tant qu'organisation, Leap Girl Africa place l'AGYW au cœur de toutes ses activités. Pendant ces 16 jours, nous avons organisé une projection de film avec plus de 25 participants AGYW. Une bonne pratique consiste à toujours inclure les hommes et les garçons dans les discussions

sur la violence liée au sexe, et environ cinq garçons étaient également présents. Après une brève introduction sur ce qu'est la violence liée au sexe et sur la façon dont ces 16 jours ont été mis à profit pour sensibiliser et amplifier le plaidoyer en faveur de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, nous avons projeté un film intitulé « **Pour le Meilleur et Non le Pire** ». Ce fut une expérience enrichissante pour les filles présentes qui ont ramené chez elles des leçons durables qui ont complètement changé leur point de vue sur la violence sexiste et sexuelle, car elles apprenaient pour la première fois que le genre et les normes sociales sont les principaux responsables de la violence liée au sexe dans nos communautés. Pour d'autres, ils sont rentrés chez eux avec de nouvelles connaissances sur le fait que la violence n'est pas seulement physique. Elle peut aussi être psychologique, verbale et économique.

2.0: DROITS ET LEADERSHIP DES FILLES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Nous développons des solutions pour lutter contre la discrimination et l'inégalité d'accès à l'éducation en utilisant la technologie et en influençant les politiques

pour aider les filles à rester à l'école. Nous renforçons également les capacités des filles et des femmes grâce à nos programmes et projets sur le leadership, la participation politique, l'engagement civique, les stages de prise de parole en public et les programmes de mentorat.

2.1 Mener à l'action



La représentation des femmes dans les processus politiques clés au Cameroun est très faible. Ce projet, qui a été mis en œuvre en 2023, a ciblé les femmes des régions du Conflit au Cameroun afin de renforcer leurs capacités dans les processus politiques du Cameroun. En raison de l'impact considérable de ce projet, nous avons reçu un financement de Feminist en Action pour étendre les activités de ce projet dans les dix régions du Cameroun. Leap Girl Africa et l'Association au Secours des Filles- Mere (ASFM) ont reçu une subvention de Feminist en Action pour étendre cette activité de projet aux dix régions du Cameroun sous le titre **«LEAD TO ACTION : INCREASING THE PARTICIPATION OF WOMEN AND GIRLS IN CIVIC AND POLITICAL SPACES AND PROCESSES»** (mener à l'action : augmenter la participation des femmes et des filles dans les

espaces et les processus civiques et politiques). Les objectifs principaux de ce projet sont de Développer un plaidoyer basé sur des études de recherche pour accroître la participation des femmes et des filles au Cameroun dans les espaces politiques et civiques ; Rédiger et présenter au législateur, avec l'appui institutionnel du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille MINPROFF, un projet de loi visant à institutionnaliser les quotas pour la participation et la représentation égales des femmes et des filles dans les organes et espaces de prise de décision et à renforcer la capacité des femmes et des filles à participer activement à la vie civique et politique.

femmes et des filles à participer activement à la vie civique et politique. Dans le cadre de ces objectifs, le consortium LGA-ASFM a démarré le projet par deux activités majeures. Le lancement officiel du projet et la réunion avec la participation politique, l'engagement civique, la création d'alliances et l'atelier de plaidoyer ont eu lieu à Ebolowa.

Le lancement des activités du projet a été l'une des activités que nous avons menées l'année dernière et qui nous a permis de briller et de mettre en évidence nos capacités de mobilisation en tant qu'équipe. Cette activité a vu la participation de certaines parties prenantes essentielles à la participation politique et à l'engagement civique des femmes. Des représentants des partis politiques, du parlement, d'Elections Cameroon, de la société civile, de l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun, qui étaient les donateurs du projet initial en 2022, des représentants de MINPROFF, de Care International et des médias. L'objectif principal de ce lancement était d'informer les parties prenantes sur le calendrier des activités du projet et sur la meilleure façon de nous soutenir. Dans son discours, l'ambassade des Etats-Unis a félicité l'AGL pour l'extension du projet et s'est engagée à soutenir la bonne mise en œuvre du projet. Les représentants de Care International et de MINPROFF ont promis leur soutien dans leurs discours. Les médias, fortement représentés, ont publié des articles de blog, et cette activité a fait l'objet d'un reportage à la Cameroon Radio & Television (CRTV).

Un atelier de deux jours sur la création d'alliances et le plaidoyer s'est tenu les 14 et 15 novembre 2023 à l'Hôtel Les Destinées à Ebolowa, afin de travailler en synergie

avec des acteurs clés tels qu'ELECAM, des parlementaires, des représentants du MINPROFF, et des acteurs critiques de l'engagement civique et de la participation politique au sein de la société civile camerounaise.

L'objectif pour ces acteurs clés était de co-crée des actions et des alliances qui aideraient à construire un dossier



pour proposer un projet de loi visant à institutionnaliser le quota pour la représentation égale des femmes dans les organes de prise de décision au Cameroun. La première journée a été principalement consacrée à des discussions sur la situation des femmes en matière de participation politique et d'engagement civique au Cameroun. Il ressort des discussions que la représentation des femmes dans les processus décisionnels cruciaux est faible au Cameroun, car la politique est souvent considérée comme une affaire d'hommes. Les conditions économiques des femmes, qui sont généralement moins avantageuses que celles des hommes en raison du manque d'éducation ou de la sous-éducation, contribuent à ralentir la présence des femmes en politique, qui ont très souvent besoin d'un parrainage pour se faire une place. Les facteurs culturels, qui pèsent lourdement sur les femmes, leur assignent des rôles et des places spécifiques dans la société. Comme recommandations, les participants ont proposé aux OSC d'amplifier le plaidoyer pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans le code électoral, de réviser le code électoral camerounais, de promouvoir la candidature des femmes en tant que têtes de liste, et pas seulement d'impliquer les femmes pour répondre aux exigences de quotas, de mettre l'accent sur l'éducation des filles et d'abaisser l'âge de vote à 18 ans.

Le deuxième jour, les participants ont été invités à travailler en groupes. Les instructions pour le deuxième jour étaient que les participants identifient les obstacles spécifiques aux groupes sociaux et les recommandations pour améliorer le leadership civique et politique (femmes, jeunes femmes, personnes handicapées, albinos et femmes issues de groupes minoritaires). Trois groupes ont été constitués : « Participation », « Représentation » et « Élection ». Les groupes ont également été invités à développer des messages critiques pour le plaidoyer en vue d'accroître la participation des femmes et des filles à la vie civique et politique.

2.2 Enseignement des STIM (Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques)

Malgré la faible représentation des femmes et des filles dans les sciences et la technologie, et avec la pandémie de coronavirus qui a favorisé les fermetures temporaires d'écoles et l'enseignement en ligne, de nombreuses enseignantes et



étudiantes ont été laissées de côté. C'est pourquoi l'AGL a mis en place un projet visant à former les AGYW et les enseignantes qui ont encore besoin d'acquérir des compétences en matière de TIC. Dans le cadre du projet «Augmenter l'accès des adolescentes et des jeunes femmes aux sciences, à la

technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM)», soutenu par Plan International Cameroun dans le cadre du Youth Challenge Fund, **30 filles** ont été formées.. **Primetec Academy**, un centre de formation en informatique, a été choisi

pour faciliter leur formation pendant **deux (2) mois**, à l'issue desquels ils ont reçu des attestations de fin de cours.

L'une des missions de Leap Girl Africa étant de promouvoir l'éducation des filles au Cameroun, les STIM contribuent de plusieurs manières au développement des compétences professionnelles des filles, l'objectif final étant l'autonomisation économique. Le renforcement des capacités informatiques des jeunes filles leur permettra d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitives sur le marché de l'emploi. Dans le rapport de fin de programme de l'une des participantes, elle a déclaré : *«L'ordinateur est devenu mon meilleur ami grâce à ce programme STEM organisé par l'AGL et Plan International»*.

2.3 Encadrement des filles

Chaque année, Leap Girl Africa ouvre ses portes à des jeunes filles qui souhaitent démarrer leur carrière professionnelle. Cette année, nous avons accueilli quatre stagiaires, deux du Centre des Droits de l'Homme de l'Université de Pretoria en Afrique du Sud, en partenariat avec l'Université Catholique du Cameroun. Ils ont contribué de manière substantielle au travail de l'AGL pendant leur séjour. Nos deux stagiaires d'Afrique du Sud ont publié un article à la fin de leur stage d'un mois, intitulé **'Impact of the Anglophone Crisis on Women and Girls: : A Human Rights Perspective'**, sur la situation des droits de l'homme dans les régions anglophones du Cameroun. Dans l'ensemble, nos stagiaires ont témoigné de la culture de travail à la fois amicale et professionnelle de notre organisation, qui a contribué à leur développement professionnel, et ils ont souhaité que des opportunités se présentent à l'avenir afin qu'ils puissent travailler avec l'organisation. Leap Girl a pour habitude de conserver ses stagiaires au sein de son personnel. Cette année, nous avons retenu l'un de nos stagiaires en tant qu'associé à la communication.

Notre personnel a également participé à des programmes de mentorat et de renforcement des capacités. Notre chargée de communication, Emeline Fonyuy, a

représenté l'AGL à l'**atelier de renforcement des capacités sur l'activisme numérique et les expériences tirées de la mise en œuvre du projet de laboratoire collectif des femmes et des filles** à Abidjan (Côte d'Ivoire). Le laboratoire collectif est un espace d'apprentissage entre les membres de MJT, MMD, AVEC et FAFAWA - des organisations dirigées par des femmes/filles - sur les expériences d'action collective : ce qui motive l'action collective, comment elle est mise en place, quelles actions soutenir, quels sont les défis, etc. Les organisations présentes ont tiré des enseignements de leurs expériences respectives et ont identifié les thèmes/actions de plaidoyer à mener en matière de communication. Ce partage d'expérience a également permis aux participants d'améliorer leurs outils de travail, tels que la stratégie de mise en réseau, le programme d'études en matière de plaidoyer et le programme d'études en matière de leadership.

Les discussions sur le rôle des médias dans le traitement des questions relatives aux femmes, la correction du mauvais profilage des femmes et la manière dont les campagnes menées par les femmes sont engagées dans les médias sociaux ont été quelques-unes des discussions cruciales auxquelles les participants ont pris part. Les participants ont également pris part à une session de planification au cours de laquelle Mme Nwakanma leur a demandé de planifier et d'exécuter une campagne en ligne efficace, dont l'idée maîtresse **était qu' «une campagne extrêmement longue subit une baisse d'énergie... plus la durée de la campagne est courte, mieux c'est »**.

Les participants ont appris les questions importantes auxquelles leur campagne doit répondre. Ces questions sont les suivantes : quel message ? Pourquoi ce message ? Pourquoi ce message maintenant ? Quels sont les avantages et les inconvénients de ce message ? Quelle est l'action menée ? Quelle est mon action ? Quelle est ma récompense pour cette action ? D'autres questions ont été posées aux participants pour qu'ils les définissent clairement : Avec qui menons-nous cette campagne ? Selon Mme Nwakanma, **«... dans le monde numérique, nous parlons des réseaux comme de la richesse des nouvelles technologies»**. Des conseils judicieux pour les campagnes en ligne ont été partagés, tels que la cohérence des

mots et des expressions, l'utilisation de témoignages personnels consentis, la mise en avant du message et non de l'organisation menant la campagne, les chiffres ou les données à conserver, le recrutement et la mobilisation bien à l'avance et la valorisation de chaque acteur.

3:0: DROITS EN MATIÈRE DE SANTÉ SEXUELLE ET GÉNÉSIQUE

L'accès aux produits et programmes sexuels et reproductifs proposés par les hôpitaux et les écoles est limité au Cameroun. Leap Girl Africa prévient la transmission du VIH, les viols, les grossesses précoces et non désirées en améliorant l'accès à ces produits et services, en responsabilisant les parties prenantes, en plaidant pour une éducation sexuelle complète et en éduquant les jeunes filles sur leur santé sexuelle et reproductive afin qu'elles puissent prendre des décisions éclairées sur leur santé et leur vie.

3.1 Fonds HER Voice.

Le fonds HERVoice, qui signifie HIV Epidemic Response, est un fonds mis en œuvre par le Réseau mondial des jeunes vivant avec le VIH (Y+ Global), qui aide les adolescentes et les jeunes femmes (AGYW) à faire entendre leur voix dans les décisions qui affectent leur vie. Le HER Voice Fund est financé et soutenu par Healthcare Positive Action et le Fonds mondial. Le HER Voice Fund accorde de petites subventions à des groupes communautaires dirigés par des adolescentes et des jeunes femmes afin de faciliter leur participation et leur engagement. Ce fonds est mis en œuvre dans 13 pays, dont le Cameroun fait partie.

C'est la troisième année que Leap Girl Africa participe à cette opportunité de financement. Cette année, nous avons mis en œuvre la subvention du Fonds HERVoice sous le thème «**AUGMENTER L'ACCÈS ET LA QUALITÉ DES PROGRAMMES ET SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET DE DROITS DE LA REPRODUCTION POUR LES FILLES ADOLESCENTES ET LES JEUNES FEMMES**» pour être mis en œuvre dans la municipalité de Biyem Assi (Yaoundé VI) afin d'atteindre les filles, les femmes et les parties prenantes dans cette communauté. L'objectif global du projet de cette année était d'améliorer le leadership des AGYW en renforçant leur capacité de plaidoyer stratégique sur leurs besoins en matière de SDSR/VIH, dans le but d'améliorer leur accès à la



participation et à la représentation dans les programmes relatifs au VIH et aux SDSR. La phase de mise en œuvre a commencé par un atelier de deux jours sur le renforcement des capacités et le plaidoyer afin d'éduquer les AGYW en matière de SDSR/VIH et de plaidoyer. Au cours de cet atelier, nous avons identifié les difficultés rencontrées par les

AGYW pour accéder aux services et programmes SDSR/VIH. Les AGYW présentes ont été chargées de formuler des messages de plaidoyer clés. L'objectif global du projet de cette année était d'améliorer le leadership des AGYW en renforçant leur capacité de plaidoyer stratégique sur leurs besoins en matière de SDSR/VIH, dans le but d'améliorer leur accès à la participation et à la représentation dans les programmes relatifs au VIH et aux SDSR. La phase de mise en œuvre a



commencé par un atelier de deux jours sur le renforcement des capacités et le plaidoyer afin d'éduquer les AGYW en matière de SDSR/VIH et de plaidoyer. Au cours de cet atelier, nous avons identifié les difficultés rencontrées par les AGYW pour accéder aux services et programmes SDSR/VIH. Les AGYW présentes ont été chargées de formuler des messages de plaidoyer clés.

Nous en avons visité cinq au total dans la municipalité de Biyem-Assi : l'hôpital de district de Biyem-Assi, l'hôpital baptiste d'Etoug Ebe, le centre médical de Francel, le centre médical de Doh et le centre de santé de Mvog-betsi. Nous avons découvert qu'en plus des services et des programmes existants pour les AGYW, ces hôpitaux sont également confrontés à certains défis dans la fourniture de ces services, tels que le manque de financement, le manque de matériel, le manque d'espaces sécurisés, le fait que les AGYW ne sont pas sincères lorsqu'elles expriment leurs inquiétudes, etc. Cependant, la plupart de ces hôpitaux s'engagent à améliorer les services de santé sexuelle et reproductive pour les femmes enceintes. Nous avons également visité une autorité religieuse, la paroisse anglophone Saint Peter and Paul de Simbock, et nous avons réalisé qu'elle faisait de son mieux pour établir une relation parent-enfant. Ainsi, les enfants se sentent en sécurité lorsqu'ils s'expriment à leurs parents ; en outre, ils organisent des programmes avec l'AGYW, tels que ceux sur l'hygiène menstruelle. Les AGYW ont mené ces visites de plaidoyer, renforçant leurs compétences en matière de leadership, augmentant leur participation et leur engagement auprès des parties prenantes et leur donnant l'espace nécessaire pour prendre des décisions qui affectent leur vies. Ces AGYW ont également joué le rôle d'éducatrices pour les pairs. Deux de nos AGYW ont également représenté l'organisation lors d'une activité conjointe des bénéficiaires à Bafoussam, où elles ont réfléchi à une politique de plaidoyer que les bénéficiaires d'HERVoice au Cameroun souhaitent présenter aux parties prenantes pour plaider en faveur de l'amélioration des services et des programmes de SSR.

Rapport financier

Vous pouvez également ajouter un chiffre

TOTAL DES REVENUS :

RAPPORT ANNUEL

LEAP GIRL AFRICA - 2023

TOTAL DES DÉPENSES

:

Leap Girl Africa a reçu un total de _____ pour l'exercice financier 2023, tout cet argent étant destiné au financement de projets, certains projets se prolongeant jusqu'en 2023. De tout ce montant, aucun n'a été établi en tant que financement de base, ce qui rend difficile pour Leap Girl Africa de réagir à des situations flexibles en cas de besoin.

Les dépenses encourues ont été directement affectées aux dépenses des projets, avec seulement 15% alloués pour couvrir les salaires et autres coûts administratifs. Cela signifie que le personnel de Leap Girl Africa contribue largement en nature en termes de temps de travail.

Remerciements

Nous remercions chaleureusement nos donateurs, nos sympathisants et nos partenaires.

Nous tenons à remercier le Fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'Agence française de développement par l'intermédiaire du projet Féministes en action et les partenaires nationaux de CARE France et CARE Cameroun.

Nous remercions tout particulièrement le Fonds HERVoice et le Réseau mondial des jeunes vivant avec le VIH d'avoir cru aux adolescentes et aux jeunes femmes comme nous et de nous avoir apporté des ressources précieuses pour faire avancer notre travail en faveur des filles et des jeunes femmes.

Nous remercions également le Département d'État américain, par l'intermédiaire de l'ambassade des États-Unis au Cameroun, pour son soutien.

Nous remercions également Vandana Sharma, Jessica Leight et Machrine Birunji pour leur soutien tout au long de l'année.

Nous remercions sincèrement tous les membres de l'équipe de Leap Girl Africa qui se sont portés volontaires et ont consacré tous leurs efforts au travail que nous accomplissons malgré la faible rémunération à laquelle nous sommes actuellement confrontés.

Nous tenons à remercier nos participants et le grand public qui continuent à croire en Leap Girl Africa et à participer à nos programmes.

MERCI À NOS PARTENAIRES

